

# INTRODUCTION

L'économie sociale est plus que jamais au cœur de l'actualité politique, économique et sociale au Québec, aux États-Unis ainsi que dans plusieurs pays européens. Au cours des dernières années, elle a fait l'objet de nombreux débats au sein des membres de la communauté scientifique en sciences sociales et parmi les divers acteurs sociaux impliqués dans son développement. Cette redécouverte de l'économie sociale, après une éclipse qui aura duré presque un siècle<sup>1</sup>, se veut, d'une part, une réponse à la crise de l'interventionnisme keynésien dans l'économie (crise de l'emploi) et aux formes hiérarchiques d'organisation du travail et de gestion qui y sont associées (crise du travail) et, d'autre part, une riposte de la société civile à la crise de l'État-providence dont les conséquences les plus visibles sont la crise des finances publiques et les limites organisationnelles et institutionnelles des services

---

1. Voir à ce sujet le numéro double (n° 275-276) d'avril 2000 de la *Revue internationale de l'économie sociale (RECMA)* qui porte sur «Un siècle d'économie sociale».

étatiques. Dans un tel contexte, les pratiques mises de l'avant par l'économie sociale révèlent des potentialités de transformation qui permettent de repenser le rapport entre l'État et le Marché en y introduisant les associations, les nouvelles formes de gouvernance et la société civile. Or, cette conjoncture rend indispensable l'essor de la recherche à la fois pour comprendre l'émergence de ces pratiques et pour les soutenir dans leur développement. La recherche favorise ainsi l'apparition d'une vision critique qui permet de mieux cerner les forces et faiblesses de ce secteur.

C'est dans cette optique que s'inscrivent les résultats des travaux que nous publions dans ce livre qui présente une recension des écrits publiés de 1990 à 2000 sur l'économie sociale et la transformation de l'État-providence dans le domaine de la santé et du bien-être. Les résultats de l'analyse de nos données portent ainsi sur un objet d'étude moins large qu'il aurait pu l'être si nous avions pris en considération l'ensemble des changements portés par la problématique de la nouvelle économie sociale. En ce qui nous concerne, nous avons circonscrit nos travaux aux composantes de l'économie sociale œuvrant dans le domaine de la santé et du bien-être et aux transformations qui sont survenues dans le cadre de la crise de l'État-providence. Malgré ces balises, nous sommes conscients que la réalité des pratiques fait en sorte qu'il existe des croisements importants, d'une part, entre la crise financière de l'État et les réponses apportées par les entreprises de l'économie sociale et, d'autre part, entre l'impact de ces entreprises sur la production économique et la crise du travail et de l'emploi. Mais ces restrictions, quant à la définition de notre objet, ne diminuent en rien la pertinence de notre étude. Bien au contraire, le domaine de la santé et du bien-être constitue un champ de pratiques sociales vaste et complexe dont l'analyse permet de jeter un éclairage original sur la transformation du modèle de développement fordiste.

En effet, engagées dans la recherche de solutions alternatives qui pourraient représenter une ouverture à la démocratisation de l'ensemble de l'économie et des services collectifs, les entreprises de la nouvelle économie sociale s'inscrivent dans une dynamique visant à remodeler les dimensions institutionnelles et organisationnelles du développement social et économique. Que ce soit par le biais des discussions entourant les formes partenariales entre l'économie sociale et l'État, le développement local, l'insertion à l'emploi ou la reconfiguration du modèle de développement social (Lévesque, 1998 ;

1997; 1997b; Lévesque et Ninacs, 1996; Favreau et Lévesque, 1996)<sup>2</sup>, de nombreuses initiatives ont été amorcées afin d'institutionnaliser la reconnaissance d'un tiers secteur d'activité tant au Québec (Lévesque et Mager, 1995)<sup>3</sup> qu'ailleurs dans le monde (principalement dans les pays d'Europe occidentale). Devant un tel foisonnement d'entreprises, de structures partenariales et d'événements, il devient parfois difficile de s'y retrouver, de comprendre les enjeux et de bien saisir les positions défendues par chacun des acteurs sociaux. Comme le signalaient avec justesse les auteurs de l'*Appel pour une économie sociale et solidaire*<sup>4</sup>, « plusieurs s'interrogent sur l'importance réelle de l'économie sociale dans l'ensemble des activités économiques et surtout sur sa place dans un projet de société » (Arteau *et al.*, 1998 : 3)<sup>5</sup>.

Pourtant, ce n'est pas faute d'information sur le sujet. Bien au contraire, les publications sur le thème de l'économie sociale se sont multipliées au cours des dernières années, reflétant ainsi l'intérêt manifesté autant par les acteurs sociaux engagés dans son développement que par les décideurs publics qui réglementent le secteur et les intellectuels qui analysent le phénomène et qui tentent d'en dégager les grandes tendances. Nos équipes de recherche respectives, soit le Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS), l'équipe Économie sociale, santé et bien-être (ESSBE) et le Centre de

- 
2. Le lecteur prendra note que la plupart des références bibliographiques incluses dans l'introduction et la présentation de notre problématique renvoient à des ouvrages et des articles recensés dans la bibliographie générale constituant la troisième partie de ce livre. Toutefois, certaines références que nous utilisons n'ont pas été incluses dans cette bibliographie soit parce que la date de parution précédait l'année 1990, soit parce que le contenu a été jugé non pertinent par rapport au thème central de la recension. Afin d'éviter la confusion que pourrait susciter la présence de deux bibliographies distinctes au sein du même ouvrage, nous avons préféré insérer, dans les notes en bas de page, les ouvrages non recensés dans la bibliographie générale.
  3. Lévesque, Benoît et Lucie Mager (1995). « L'institutionnalisation des nouvelles dynamiques de concertation locale et régionale au Québec : les acteurs sociaux à la recherche d'une stratégie gagnante », dans Gagnon, Alain-G. et Alain Noël (sous la direction de), *L'Espace québécois*, Montréal, Québec/Amérique, 135-170.
  4. Au printemps 1998, plusieurs personnes provenant de tous les horizons sociaux et professionnels (intellectuels, syndicalistes, militants, promoteurs, etc.) et de toutes les régions du Québec s'engageaient dans le débat en signant l'*Appel pour une économie sociale et solidaire* afin de rappeler la diversité et la richesse des initiatives de l'économie sociale et de faire valoir ses potentialités de développement.
  5. Arteau, Marcel *et al.* (1998). *Appel pour une économie sociale et solidaire*, Montréal, Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative (CIRIEC - Canada), 8 pages.

recherche sur les innovations sociales dans les syndicats, les entreprises et l'économie sociale (CRISES), toutes trois implantées à l'Université du Québec à Montréal (UQAM)<sup>6</sup> s'intéressent de près à la question de l'économie sociale depuis déjà quelques années. Toutefois, nos travaux sur l'économie sociale ont commencé bien avant que le concept ne devienne à la mode. En fait, l'orientation même de nos recherches et de nos équipes a amené tout naturellement certains d'entre nous à se pencher, dès les années 1980, sur les divers aspects de l'économie sociale, particulièrement dans le domaine des services de proximité, des activités d'insertion, du logement social et du développement économique, social et communautaire.

Or, devant la multiplicité des canaux de diffusion de l'information concernant l'économie sociale, la diversité des points de vue exposés et l'éventail des positions défendues par les divers acteurs sociaux et les personnes s'intéressant au secteur de l'économie sociale, ici et ailleurs dans le monde, nous avons senti le besoin de colliger scientifiquement la documentation s'y rapportant, afin de la rendre disponible à ceux et celles qui voudraient s'y référer. Pour ce faire, nous avons procédé à une recension des écrits sur le sujet, tout en découpant l'objet de notre étude en fonction de nos intérêts de recherche. Le choix de cette thématique s'est fait en tenant compte, également, de l'importance des principaux déterminants de la santé et du bien-être, tels que définis dans la *Politique de la santé et du bien-être* (PSBE) du gouvernement du Québec (Québec, 1992)<sup>7</sup>. De façon opérationnelle, cela signifie que nous sommes demeurés attentifs, au cours de nos travaux, aux écrits démontrant les potentialités de mise en œuvre de cette politique par le développement de certaines composantes de l'économie sociale. Nous reviendrons plus en détail sur cette question plus loin dans le document.

Ce livre se divise en trois grandes parties. La première partie comporte six sections. Dans les quatre premières, nous établissons les liens entre certains éléments de notre problématique et la méthodologie utilisée. La lecture de ces sections devrait permettre aux lecteurs de se familiariser avec nos concepts théoriques, notamment avec notre défi-

---

6. Yves Vaillancourt est directeur du LAREPPS et de l'équipe ESSBE ainsi que membre du CRISES. Benoît Lévesque est directeur du CRISES et membre de l'équipe ESSBE. Christian Jetté est professionnel de recherche au LAREPPS et dans l'équipe ESSBE. Lucie Mager a été professionnelle de recherche au CRISES jusqu'en juin 1999.

7. Québec (1992). *La politique de la santé et du bien-être*, Québec, MSSS, juin, 192 pages.

inition de l'économie sociale, et de mieux comprendre les balises que nous nous sommes assignées dans la constitution de notre corpus documentaire. De plus, nous y décrivons de manière détaillée notre stratégie de cueillette des données afin de rendre compte des problèmes rencontrés et de la façon dont nous les avons résolus.

Comme l'originalité de cette recension se situe en grande partie dans la définition des mots clés que nous avons attribués à chacune des références bibliographiques retenues, il était normal d'accorder une attention particulière aux processus ayant mené à la construction de cette liste de mots clés. Incidemment, la section 5 a été pour nous l'occasion de déployer de manière plus substantielle notre problématique et d'en dégager les éléments centraux. Cette section expose notre vision du développement de la nouvelle économie sociale dans le contexte de transformation de l'État-providence tout en situant les principaux paramètres analytiques qui nous permettent d'expliquer son émergence au cours des années 1990 et les enjeux qu'elle soulève pour les acteurs sociaux concernés. Par ailleurs, c'est dans la sous-section 5.7 que nous abordons la question des mots clés à partir desquels nous avons caractérisé les références bibliographiques retenues. Nous y présentons également la classification que nous avons établie à partir d'une grille d'analyse à trois niveaux correspondant aux trois dimensions de l'action des acteurs sociaux, soit la dimension organisationnelle, la dimension institutionnelle et la dimension des rapports sociaux.

La deuxième grande partie du document présente les principaux résultats de nos travaux en ce qui a trait à la provenance des documents, à la langue dans laquelle les documents ont été rédigés, aux thèmes abordés ainsi qu'aux caractéristiques générales du corpus que nous avons constitué. Nous apportons également certains éléments d'analyse de contenu de notre corpus, notamment du point de vue des limites et des potentialités du développement de l'économie sociale et de l'utilisation des ressources bénévoles et des ressources salariées dans les entreprises d'économie sociale. Cette analyse permet de repérer certains indices quant aux formes différenciées d'institutionnalisation de l'économie sociale dans les divers pays étudiés. Enfin, nous concluons cette deuxième partie en faisant une synthèse de l'analyse des données recueillies et en identifiant certaines pistes de recherche qui se dégagent de nos travaux.

La troisième grande partie du livre comporte deux sections. La première section comprend la liste des 811 références bibliographiques

recueillies – que nous avons numérotées et classifiées par ordre alphabétique – qui constitue une bibliographie de plus de quatre-vingt-dix pages. La bibliographie est suivie, dans une deuxième section, d'un index thématique qui permet de repérer rapidement les références bibliographiques associées à l'un ou l'autre des 81 mots clés que nous avons attribués aux documents répertoriés. Cet index thématique peut se révéler très utile à ceux et celles qui ne possèdent pas le support informatique nécessaire à l'utilisation de la base de données sur le logiciel *ProCite*. En effet, même s'il ne permet pas de croisements de mots clés ou de croisements avec d'autres variables inscrites dans les divers champs descriptifs (date, pays, langue, etc.) – opérations qu'on peut facilement réaliser avec la base de données informatique – cet index thématique est un outil de recherche assez complet puisqu'il permet d'explorer de manière ciblée la centaine de pages de références bibliographiques que nous avons constituées.

Il est important de souligner ici que le lecteur pourra obtenir, en s'adressant à l'adresse électronique inscrite au bas de cette page<sup>8</sup>, la base de données informatisée des références bibliographiques que nous avons recensées. Cette base de données sur support informatique permet, comme nous le mentionnions précédemment, d'effectuer des recherches plus sélectives parmi les 811 références retenues en tenant compte simultanément de plusieurs variables. Elle permet également l'impression sur papier et le transfert sur traitement de texte d'une ou de plusieurs références bibliographiques en fonction des besoins ou de la sélection de l'utilisateur. L'opérationnalisation de toutes ces commandes sur support informatique demeure toutefois conditionnelle à l'acquisition, par l'utilisateur, du logiciel *ProCite*, logiciel à partir duquel a été construite notre base de données (logiciel non inclus avec le document).

Enfin, le document se termine par la présentation, en annexe, d'un carnet de bord expliquant le fonctionnement des principales commandes du logiciel *ProCite* (Research Information Systems, 1987)<sup>9</sup>. Cette dernière partie comporte des informations expliquant le choix du logiciel *ProCite* comme support informatique à notre banque de données, ainsi que son mode de fonctionnement lors de travaux

---

8. [larepps@uqam.ca](mailto:larepps@uqam.ca)

9. Research Information Systems (1987). *ProCite for the Macintosh. User's Manual Version 2.0*, Institute for Scientific Information.

de recherche ou lors de la consultation des données. Ce carnet devrait permettre aux utilisateurs de la banque de données de mieux comprendre la logique d'ensemble du logiciel, de connaître le contenu des champs d'indexation et, de manière générale, d'aborder de façon plus conviviale l'outil que nous mettons à leur disposition.